



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAUE Alsace
REAMENAGEMENT DES LOCAUX D'ACCUEIL DES PUBLICS
DU 5 RUE HANNONG A STRASBOURG

(RELANCE des LOTS 04, 08, 09)

LOT04_SERRURERIE - MENUISERIE EXTERIEURE
METALLIQUE – VITRERIE

LOT08_CHAUFFAGE

LOT09_ELECTRICITE

Date et heure limites de réception des offres :

Le 05/05/2025 à 12h

Une visite de site est possible, mais n'est pas obligatoire.

Prise de RDV par mail,

agence@coulon-architecte.fr

ou par téléphone 03 88 32 17 61

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 – Allotissement et nomenclature CPV.....	3
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes.....	4
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	4
3.2 - Contrôle technique.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
3.4 – Ordonnancement et pilotage du chantier (OPC).....	4
3.5 – Coordinateur SSI.....	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation.....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	5
6.1 – Pièces à produire au niveau de la candidature.....	5
6.2 – Pièces à produire au niveau de l'offre.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
7.1 - Transmission électronique.....	7
7.2 - Transmission sous support papier.....	7
8 - Examen des candidatures et des offres.....	8
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Attribution des marchés.....	8
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	8
9 - Renseignements complémentaires.....	9
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	9

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de réaménagement des locaux d'accueil des publics du 5 rue Hannong. Elle fait suite à une précédente procédure dont certains lots ont été déclarés infructueux.

Sont concernés par la présente relance les lots suivants :

LOT04_SERRURERIE - MENUISERIE EXTERIEURE METALLIQUE – VITRERIE

LOT08_CHAUFFAGE

LOT09_ELECTRICITE

Lieu d'exécution : **5 rue Hannong 67000 STRASBOURG.**

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Marché ordinaire.

1.4 – Allotissement et nomenclature CPV

N° des lots	Libellé des lots	Classification CPV
01	ESPACES VERTS – PLANTATIONS – MOBILIERS	45112710
02	GROS-OEUVRE – CURAGE - DESAMIANPAGE	45223220
03	MENUISERIE EXTERIEURE BOIS	45421000
04	SERRURERIE - MENUISERIE EXTERIEURE METALLIQUE - VITRERIE	45421000
05	PLATRERIE - FAUX-PLAFONDS	45410000
06	MENUISERIE INTERIEURE BOIS – MOBILIERS	45421000
07	PEINTURE - RESINE - NETTOYAGE DE FINITION	45442100
08	CHAUFFAGE - VENTILATION	45331000
09	ELECTRICITE	45311000

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARCHITECTE MANDATAIRE:

Agence Dominique COULON & Associés
13, rue de la tour des pêcheurs 67 000 STRASBOURG
Personne référente : Javier Gigoso, Architecte
Tel : 03 88 32 17 61
Mail : javier@coulon-architecte.fr

B.E.T. FLUIDES :

BET Gilbert JOST
12 place de Bordeaux 67000 STRASBOURG
Personne référente : Alexandra STIEBERT, Ingénieur Thermicienne
Tel : 03 88 33 29 70
Mail : a.stiebert@bejost.fr

BET ECONOMISTE :

E3 ECONOMIE,
18 avenue François Mitterrand 67200 STRASBOURG
Tel : 03 88 10 52 52
Mail : e3contact@orange.fr

B.E.T. ELECTRICITE :

BET Gilbert JOST
12 place de Bordeaux 67000 STRASBOURG
Personne référente : Marc DAMANT, Ingénieur Électricité
Tel : 03 88 33 29 70
Mail : m.damant@bejost.fr

BET ACOUSTIQUE:

ESP EURO SOUND PROJECT - DB Silence
19 rue Jacobi Netter 67200 STRASBOURG
Personne référente : Jérémie ESCHBACH, Acousticien

Tel : 03 88 78 95 00
Mail : eschbach.jeremie@dbsilence.fr

3.2 - Contrôle technique

SOCOTEC Agence Construction Strasbourg

Pôle Construction&Immobilier Grand Est

5 allée Cérès 67037 STRASBOURG

Personne référente : M. Salvatore VECCHIONE, Directeur Technique Régional

Tel : 06 27 20 76 61

Mail : salvatore.vecchione@socotec.com

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

RéalBati Saràl

30 rue du Général de Gaulle 68270 Ruelisheim

Personne référente : M Antoine RINALDI – C SPS Titulaire

Tél : 03 89 57 54 73

contact@realbati.com

3.4 – Ordonnancement et pilotage du chantier (OPC)

Agence Dominique COULON & Associés

13, rue de la tour des pêcheurs 67 000 STRASBOURG

Personne référente : Javier Gigosos, Architecte

Tel : 03 88 32 17 61

Mail : javier@coulon-architecte.fr

3.5 – Coordinateur SSI

BET Gilbert JOST

12 place de Bordeaux 67000 STRASBOURG

Personne référente : Marc DAMANT, Ingénieur Électricité

Tel : 03 88 33 29 70

Mail : m.damant@bejost.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les pièces graphiques de la maîtrise d'œuvre
- Les pièces annexes : Diag (amiante et fluides) - PGC
- Le cadre du mémoire technique

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 – Pièces à produire au niveau de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
----------	--------	-----------

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
---	--	-----

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 – Pièces à produire au niveau de l'offre

Libellés	Signature des documents
Attestation sur l'honneur que le candidat a pris connaissance et s'engage à respecter les clauses administratives et techniques prévues respectivement dans le CCAP et le CCTP.	Oui
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le planning signé	Oui
Le cadre du mémoire technique	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01:00) Paris. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
CAUE Alsace – 5 rue Hannong 67000 Strasbourg

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

CRITERES	PONDERATION
1-Valeur technique	60%
1.1- Qualité des matériaux et leurs conformités	15%
1.2- Gestion des déchets et mesures prises par l'entreprise sur l'impact environnemental des travaux	5%
1.3- Méthodologie de réalisation des travaux	20%
1.4- Moyens humains et matériels dédiés au marché	20%
2-Prix des prestations	40%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les modalités pratiques de la négociation seront précisées ultérieurement dans le courrier d'invitation à négocier, le cas échéant. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier tant sur le prix que sur le contenu de l'offre avec le nombre de candidats de son choix et dans l'ordre du classement issu de la première analyse des offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Néanmoins, le candidat peut d'ores et déjà présenter ces pièces dans son offre.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

-Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

-Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.